



BRÈVES ÉCONOMIQUES GRANDE CHINE ET MONGOLIE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE PÉKIN

Semaine du 28 juin 2021

Chine continentale

Conjoncture [\(ici\)](#)

PMI : les PMI manufacturiers officiel et Caixin-Markit convergent dans le sens d'un fléchissement en juin, avec une baisse notable du PMI non manufacturier officiel

Politique monétaire : la PBoC a augmenté les injections de liquidités à court terme pour apaiser les tensions sur le marché interbancaire

Banque et finance [\(ici\)](#)

Nomination : nomination de Li Bo au poste de Directeur Général adjoint du FMI

Banques : Export-Import Bank devient la première « policy bank » à émettre des obligations perpétuelles

Marché obligataire : l'un des principaux promoteurs immobiliers, China Evergrande a vu sa notation abaissée par Moody's malgré la réduction de son passif

Echanges et politique commerciale [\(ici\)](#)

ALE : deuxième cycle des négociations de suivi de l'accord de libre-échange approfondi entre la Chine et Singapour

Industrie et numérique [\(ici\)](#)

Automobile : Renault-Nissan-Mitsubishi prend des parts dans le capital de WeRide

Automobile : Envision AESC investit dans un projet d'usine géante de batteries à Douai en partenariat avec Renault

Semi-conducteurs : les puces Kunlun de Baidu sont désormais gérées par une filiale indépendante

Innovation : le Conseil des Affaires d'Etat appelle au renforcement de la culture scientifique

Téléphonie : Huawei et ZTE présentes au salon mondial du mobile... bien que Huawei n'y expose plus de smartphone

Développement durable, énergie et transports [\(ici\)](#)

Infrastructures aéroportuaires : mise en service du nouvel aéroport international de Chengdu Tianfu

Marché carbone : malgré le report de son ouverture à une date indéfinie, le marché national du carbone chinois prévoit déjà son extension à huit secteurs au total d'ici 2025

Energie : la NEA souhaite interdire la réutilisation des batteries usagées de véhicules électriques dans les nouveaux grands projets de stockage d'énergie

Energie : un programme pilote de déploiement de panneaux solaires sur les toitures des bâtiments à l'échelle des comtés laisse envisager un potentiel de croissance considérable pour le secteur du PV distribué

Biodiversité : la Chine annonce la reconduction du moratoire sur la pêche au calamar en haute mer pour préserver la ressource halieutique

Actualités régionales [\(ici\)](#)

Wuhan : Huawei construit sa première fonderie de semi-conducteurs.

Hong Kong et Macao [\(ici\)](#)

Hong Kong

Investissements directs : Hong Kong au 3ème rang mondial des destinations des IDE derrière les Etats-Unis et la Chine en 2020

Vente de détail : en hausse de 10,4% en mai, en g.a.

4ème anniversaire du Bond Connect le 2 juillet

Classements internationaux : Hong Kong recule au 2ème rang des villes les plus chères au monde pour les expatriés

Macao

Casinos : les revenus des casinos ont chuté en juin de -37,4%

Commerce extérieur : les importations de Macao ont augmenté de +142,7% au cours des 5 mois 2021

Taiwan [\(ici\)](#)

Dette américaine : les États-Unis restent le premier débiteur de Taiwan au T1

Indice de compétitivité : Taiwan au 8ème rang du classement 2021 de l'IMD

Croissance économique : 10 propositions pour un modèle de croissance plus équilibré

Industrie : la production industrielle taïwanaise enregistre une nouvelle hausse en mai

Eolien offshore : entretien avec la ministre de l'économie sur la phase 3 du programme taïwanais

5G : les ventes de téléphones portables augmentent au T1 grâce à l'arrivée des services 5G

Mongolie [\(ici\)](#)

Finances publiques : la dette extérieure totale atteint 32,4 Mds USD

Refinancement de la dette publique : le gouvernement de Mongolie va émettre de nouvelles obligations

Banque centrale : les réserves en devises étrangères atteignent un nouveau record et s'établissent à 4,9 Mds USD

Chine continentale

Conjoncture

PMI : les PMI manufacturiers officiel et Caixin-Markit convergent dans le sens d'un fléchissement en juin, avec une baisse notable du PMI non manufacturier officiel

Pour le secteur manufacturier, l'indice des directeurs d'achats (PMI) Caixin-Markit s'abaisse à 51,3 en juin, contre 52,0 en mai. L'indice PMI officiel converge sur la même tendance baissière, en fléchissant légèrement à 50,9, contre 51,0 en mai. Il demeure cependant au-dessus de la barre des 50 (zone d'expansion) pour le 16ème mois consécutif, indiquant que le secteur manufacturier continue de croître, mais à un rythme plus lent. L'évolution de l'indice PMI officiel s'explique principalement par le recul de la production (51,9 contre 52,7 en mai), imputable à la pénurie de semi-conducteurs, de charbon et d'électricité récemment. En revanche, les nouvelles commandes augmentent à 51,5 en juin contre 51,3 en mai, reflétant la poursuite de la reprise de la demande du marché, principalement due aux secteurs du textile et de la pharmacie, qui enregistrent des hausses de 2% par rapport au mois précédent et s'établissent au-dessus de 50. Par ailleurs, les sous-indices du stock des matières premières (48,0 contre 47,7 en mai), des emplois (49,2 contre 48,9 en mai) et des délais de livraison fournisseurs (47,9 contre 47,6 en mai), qui augmentent également, s'établissent néanmoins encore en-deçà du seuil.

Le PMI officiel non manufacturier chute fortement à 53,5 en juin (contre 55,2 en mai), soit le niveau le plus bas depuis quatre mois. Ce recul est imputable à la diminution des sous-indices tels que ceux relatifs aux activités commerciales (53,5 contre 55,2 en mai), aux nouvelles commandes (49,6 contre 52,2 en mai), aux prix des intrants (53,4 contre 57,7 en mai) et aux nouvelles commandes à l'export (45,4 contre 47,6 en mai). Le NBS a noté que le fléchissement des activités du secteur des services reflète probablement l'incidence temporaire des cas de virus dans certaines régions du sud (comme dans la province du Guangdong). En particulier, certaines activités liées aux voyages (dont le transport aérien, l'hébergement et la restauration) ont toutes enregistré des niveaux faibles en dessous du seuil d'expansion de 50.

Pour mémoire, le PMI manufacturier de Caixin, compilé par la société d'analyse de données IHS Markit Ltd., est davantage représentatif de l'industrie légère tandis que l'enquête officielle donne davantage de poids aux industries lourdes.

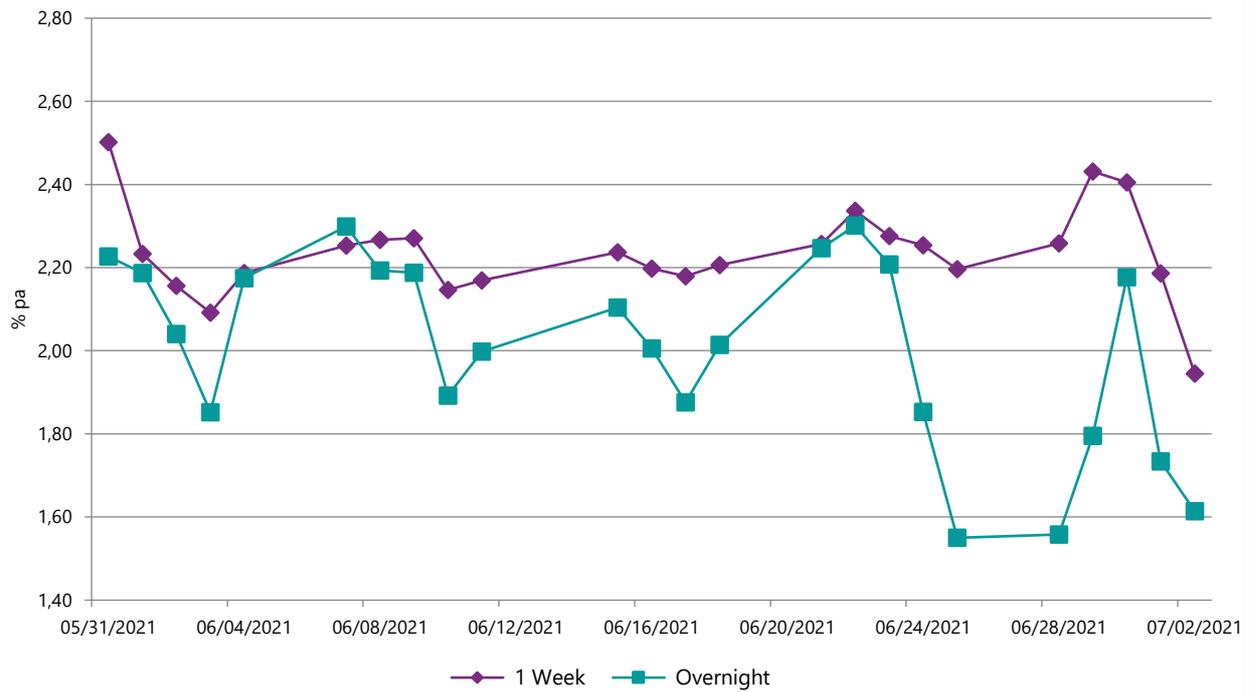
Politique monétaire : la PBoC a augmenté les injections de liquidités à court terme pour apaiser les tensions sur le marché interbancaire

Le 24 juin, la PBoC a augmenté ses injections de liquidités à court terme pour la première fois depuis mars en vue d'apaiser les inquiétudes du marché concernant les conditions de liquidité à mi-année. L'injection de 30 Mds RMB (4,6 Mds USD) a mis un terme aux opérations de la PBoC d'injecter 10 Mds RMB chaque jour au cours des trois derniers mois. Le Shibor à un jour, un indicateur des coûts de refinancement interbancaires, a chuté de 35 points de base à 1,83% le 24 juin, soit la plus forte baisse journalière depuis le 2 avril.

Entre le 24 juin et le 30 juin, la PBoC a effectué consécutivement 5 opérations d'injection de 30 Mds RMB à court terme, avec 10 Mds RMB arrivant à échéance chaque jour, soit une injection nette totale de 100 Mds RMB. Cette augmentation ponctuelle des injections de liquidités est principalement destinée à compenser l'incidence des opérations autonomes de la liquidité bancaire résultant du paiement des impôts à mi-année ainsi que de l'accélération des émissions obligataires gouvernementales, faisant suite à une relative atonie au cours des cinq premiers mois de 2021. Les 1^{er} et 2 juillet, les conditions de liquidité sur le marché continuent de s'assouplir, à

1,73% et 1,61% (baisses de 45 et 57 points de base respectivement) pour le Shibor à un jour ainsi qu'à 2,19% et 1,95% (baisse de 21 et 45 points de base) pour le Shibor à 7 jours.

Shanghai Interbank Offered Rate (SHIBOR)



Retour au sommaire ([ici](#))

Banque et finance

Nomination de Li Bo au poste de Directeur Général adjoint du FMI

Né à Chongqing en 1972 et titulaire d'un diplôme d'économie internationale de l'Université du Peuple (Renmin University), M. Li Bo a effectué par la suite des études aux Etats-Unis, où il a obtenu un doctorat en économie de l'Université de Stanford et un doctorat en droit de l'Université Harvard après 7 ans d'étude entre 1992 et 1999. Li a ensuite exercé son métier d'avocat à plein temps au siège de Davis Polk & Wardwell LLP à New York entre 1999 et 2003, avant d'être affecté au bureau de Hong Kong de la même société entre 2003 et 2004. Li a ensuite été recruté aux fonctions de Directeur Général Adjoint de la Réglementation par la PBoC en juin 2004, avant d'être confirmé officiellement dans ses fonctions en septembre 2005 et de devenir Directeur Général du Département en janvier 2009. Li est ensuite devenu Directeur Général de la politique monétaire entre 2009 et 2018. Il a été également en charge du Bureau des opérations en RMB offshore de la PBoC Shanghai et en charge du Bureau des opérations d'open-market, avant d'être nommé en août 2018 Vice-président de la Fédération panchinoise des Chinois d'outre-mer revenus dans la mère-patrie (All-China Federation of Returned Overseas Chinese). Il a ensuite été maire adjoint de la ville de Chongqing entre septembre 2019 et mars 2021. Li a rejoint en avril 2021 la Banque Populaire de Chine (PBoC, banque centrale chinoise) en qualité de sous-gouverneur chargé essentiellement des affaires relatives au contrôle macro-prudentiel et à la coopération internationale.

Mme Kristalina Georgieva, Directrice Générale du Fonds monétaire international (FMI), vient d'annoncer au conseil d'administration qu'elle propose de nommer M. Li Bo au poste de Directeur Général adjoint à compter du 23 août 2021, fonction exercée par M. ZHANG Tao depuis le 22 août 2016.

Li Bo a été particulièrement mobilisé dans la réforme des banques commerciales publiques transformées en sociétés par actions (2004) ainsi que dans le projet pilote de règlement en RMB pour les opérations transfrontalières. Il a participé également à la rédaction et à la révision de certaines lois et règlements tels que la « loi anti-blanchiment », les « règlements sur le contrôle des changes » (révision) et les « règlements sur le contrôle des investigations de crédit ».

Banques : Export-Import Bank devient la première « policy bank » à émettre des obligations perpétuelles

Le 25 juin, Export-Import Bank a reçu l'agrément du régulateur des banques et des assurances chinois (CBIRC) en vue de son émission d'obligations perpétuelles, dont l'enveloppe ne dépassera pas 60 Mds RMB, et destinées à reconstituer le capital de Niveau I (Tier-One) de la banque. Il s'agit ainsi de la première « policy bank » à émettre des obligations perpétuelles. A fin 2020, les actifs de l'Export-Import Bank dépassaient 5000 Mds RMB, soit une augmentation de plus de 10% ; l'encours des prêts était d'environ 4300 Mds RMB, en hausse de 13%. Néanmoins, il convient de noter que les produits d'exploitation de l'Export-Import Bank diminuaient à 21,8 Mds RMB à fin 2020, soit une réduction de 31,2%, et son résultat d'exploitation n'était que 7,5 Mds RMB, en baisse de 21,9%. Les ratios d'adéquation du capital de différents niveaux ne sont pourtant pas publiés.

Depuis le début de cette année, les institutions financières ont émis au total 310,5 Mds RMB d'obligations perpétuelles, au titre desquelles 132,5 Mds RMB au cours du seul mois de juin. Au 31 2021, 25 banques y compris les grandes banques, les banques commerciales urbaines, les banques commerciales rurales et une banque privée (MYbank, créée en 2015 à Hangzhou et détenue par Ant Group) ont émis des obligations perpétuelles, émissions dont les petites et moyennes banques représentent une grande part. A fin mars, les ratios d'adéquation du capital moyens des banques commerciales urbaines et des banques commerciales rurales n'étaient que

12,70% et 12,12% respectivement. En dehors des banques, l'une des cinq principales structures de défaillance nationales, China Cinda Asset Management Company a été également autorisée à émettre des obligations perpétuelles dans la limite d'une enveloppe ne dépassant pas 22 Mds RMB en mars, constituant ainsi la seule structure de défaillance à avoir été autorisée à émettre des obligations perpétuelles. L'accélération des émissions d'obligations perpétuelles bancaires en juin est liée probablement à l'évaluation des indicateurs réglementaires à mi-année. Depuis le début de cette année, les négociations des obligations perpétuelles bancaires deviennent dynamiques. En juin, le volume d'échange (turnover rate) des obligations perpétuelles bancaires notées AAA est monté à environ 17%, ce qui s'explique partiellement par les Central Bank Bills Swap (CBS) effectués par la PBoC une fois par mois pour soutenir la liquidité du marché des obligations perpétuelles bancaires.

Pour mémoire, les obligations perpétuelles sont des obligations sans maturité fixe et qui peuvent verser des intérêts à perpétuité en vue d'une recapitalisation des fonds propres des banques. Les premières obligations perpétuelles ont été émises par la Bank of China en janvier 2019. Les CBS permettent aux banques qualifiées d'échanger temporairement leurs obligations perpétuelles contre des billets de la PBoC, visant à encourager les banques à compléter leur capital en émettant des obligations perpétuelles. Au S1 2021, la PBoC a effectué 6 opérations de CBS pour un montant total de 30 Mds RMB, à un taux de 0,1% et pour une maturité de 3 mois.

Marché obligataire : l'un des principaux promoteurs immobiliers, China Evergrande a vu sa notation abaissée par Moody's malgré la réduction de son passif

Le 30 juin, Moody's a abaissé la notation de crédit de China Evergrande Group, d'un cran à B2, la deuxième dégradation par une agence de notation mondiale en moins de deux semaines. Les obligations offshore d'Evergrande ont fait l'objet de dégagelements, comme celles libellées en dollars à échéance 2025, dont le cours s'inscrivait à 66% en-deçà du pair, soit leur plus bas niveau depuis mars 2020.

L'année dernière, la Chine a fixé « trois lignes rouges » pour plafonner les emprunts des principaux promoteurs immobiliers dans le cadre d'une campagne visant à limiter l'effet de levier et à réduire les risques du système financier, en accordant une période de transition de trois ans jusqu'à mi-2023. Le président d'Evergrande, Xia Haijun, a déclaré en mars que la société tenterait d'atteindre les objectifs d'ici la fin de l'année prochaine, en réduisant son endettement de 150 Mds RMB chaque année. Pour répondre aux exigences réglementaires, Evergrande a accéléré les cessions d'actifs. En juin, Evergrande a levé des fonds grâce à la vente d'actifs Internet et immobiliers pour rembourser les obligations offshore venues à échéance. La société a également renforcé ses réserves de trésorerie en offrant des remises importantes sur les ventes d'appartements neufs. Le 30 juin, Evergrande a déclaré avoir réduit son ratio d'endettement net sur fonds propres à moins de 100%, atteignant ainsi l'un des trois objectifs. Elle a par ailleurs déclaré avoir réduit le total des emprunts à environ 570 Mds RMB, contre 717 Mds RMB en décembre.

Alors qu'Evergrande et ses filiales n'ont fait défaut sur aucune échéance de paiement d'intérêts et/ou de principal, les inquiétudes se sont multipliées quant à leur capacité à continuer à réduire leur dette. Evergrande a encore environ 17 Mds USD d'obligations offshore en circulation. Les dettes commerciales (trade payables) du promoteur ont atteint 622 Mds RMB fin 2020, contre 545 Mds RMB fin 2019. Moody's a également abaissé les notations des filiales d'Evergrande : Hengda Real Estate Group Co., Tianji Holding Ltd. et Scenery Journey Ltd. Les notations sont en cours de révision pour une nouvelle dégradation.

La semaine dernière, Fitch Ratings a réduit la notation d'Evergrande d'un cran, la ramenant de B+ à B pour ses émissions à long terme en devises étrangères. Auparavant, la plus grande société de notation de crédit chinoise,

China Chengxin International Credit Rating Co., avait placé les obligations nationales d'Evergrande sous surveillance. Plusieurs banques chinoises restreignent également les crédits à Evergrande, a rapporté Bloomberg.

Retour au sommaire ([ici](#))

Echanges et politique commerciale

ALE : deuxième cycle des négociations de suivi de l'accord de libre-échange approfondi entre la Chine et Singapour

La Chine et Singapour ont tenu du 17 au 25 juin le deuxième cycle de négociations de suivi de de l'accord de libre-échange (ALE) approfondi entre les deux pays. Selon le [communiqué](#) officiel du MofCom, les discussions ont porté, notamment, sur le commerce transfrontalier de services, les investissements et les télécommunications. En outre, les deux parties ont convenu de mener des négociations sur l'accès au marché des services et sur les investissements lors du prochain cycle.

Le premier ALE entre la Chine et Singapour est entré en vigueur en janvier 2009, éliminant les droits de douanes de 95 % des exportations singapouriennes (en produits) et des exportations d'alcools chinois (bières et samsu – un alcool de riz). L'accord contient également des dispositions à propos des règles d'origine, des procédures douanières, de la facilitation du commerce, des recours commerciaux, du commerce des services, des investissements et de la coopération économique.

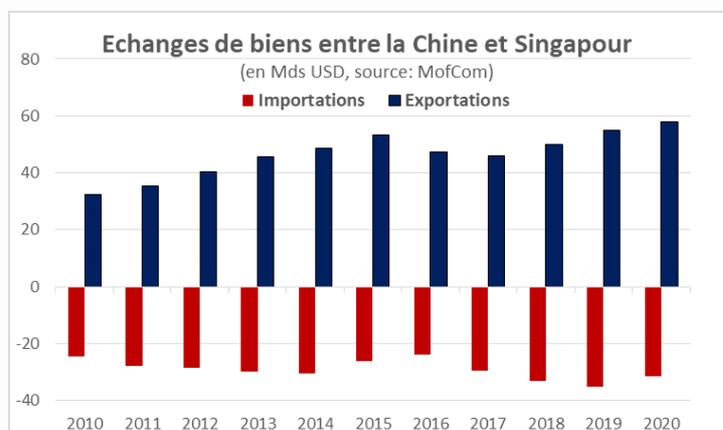
Le protocole de l'approfondissement de l'accord est entré en vigueur en octobre 2019, ajoutant les secteurs du commerce électronique, des politiques de concurrence et de l'environnement.

En décembre 2020, les deux pays ont annoncé le lancement des négociations de suivi afin d'améliorer la libéralisation du commerce et des investissements entre les deux pays.

Les échanges de biens ont représenté 89,5 Mds USD (-0,8 % en g.a.) en 2020, dont 57,8 Mds USD (+5,3 % en g.a.) d'exportations chinoises et 31,6 Mds USD (-10,4 % en g.a.) d'importations.

Les IDE chinois à Singapour ont représenté 4,8 Mds USD en 2019, les IDE singapouriens en Chine 7,6 Mds USD.

La Chine dispose de 14 autres ALE avec : l'ASEAN (dont fait partie Singapour), le Cambodge, la Corée du Sud, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Pakistan, les Maldives, l'île Maurice, la Suisse, l'Islande, la Géorgie, le Costa Rica, le Pérou et le Chili. La Chine et Singapour sont également parties au *Regional Comprehensive Economic Partnership* (RCEP), un accord de libre-échange signé en novembre 2020 ([voir les brèves de la semaine du 16 novembre 2020](#)) par la Chine, les pays de l'ASEAN, la Corée du Sud, le Japon, l'Australie et la Nouvelle-Zélande. L'accord entrera en vigueur après sa ratification par 9 pays dont 6 de l'ASEAN.



[Retour au sommaire \(ici\)](#)

Industrie et numérique

Automobile : Renault-Nissan-Mitsubishi prend des parts dans le capital de WeRide

Renault-Nissan-Mitsubishi a [pris des parts au sein du capital de WeRide](#), avec un investissement de **310 M USD** via Alliance Ventures, un fonds de capital-risque opéré par Renault-Nissan-Mitsubishi. WeRide est une start-up de conduite autonome basée à Canton (province du Guangdong) et cherche à développer des véhicules atteignant le niveau d'autonome L4 (soit un niveau où le véhicule ne nécessite pas d'intervention humaine dans la plupart des cas). Cette levée de fonds valorise WeRide à 3,3 Mds USD (2,8 Mds EUR).

Il s'agit du deuxième investissement des constructeurs automobiles au sein de WeRide. En novembre 2018, via Alliance Ventures, Renault-Nissan-Mitsubishi [était déjà devenu](#) le principal investisseur de WeRide avec un investissement de **30 M USD**. WeRide entretient notamment des partenariats avec Nissan, les véhicules électriques (VE) de Dongfeng-Nissan intégrant une solution logicielle de WeRide et ce dernier s'appuyant sur les véhicules de Nissan en Californie pour ses activités de R&D. Yutong, groupe basé à Zhengzhou (Henan) et spécialisé dans les véhicules commerciaux, figure également parmi les autres investisseurs majeurs de WeRide, aux côtés de China Structural Reform Fund and Pro Capital, un fonds [associé](#) à la China Development Bank.

Automobile : Envision AESC investit dans un projet d'usine géante de batteries à Douai en partenariat avec Renault

Le 28 juin, le Président Emmanuel Macron a annoncé à l'occasion du sommet [Choose France](#) l'implantation d'une usine géante de batteries pour véhicules électriques (VE) du groupe chinois Envision. Soutenu par un investissement de 2 Mds EUR d'Envision et de 200 M EUR d'aide publique française, le projet s'articulera en deux phases : la construction du site entre 2022 et 2024, puis une extension de la capacité de production à l'horizon 2030.

Cette usine géante (ou *gigafactory*), située à Douai, jouxtera le pôle « ElectriCity » de Renault, un ensemble de trois usines voisines avec Douai, Maubeuge et Ruitz consacrées aux VE. L'usine sera ainsi opérationnelle en 2024, avec une capacité de production de 9 GWh de batteries par an ; et 24 GWh annoncés pour 2030. Envision a annoncé souhaiter employer 1 000 personnes d'ici 2024, puis 2 500 d'ici 2030. Les véhicules de Renault, notamment la future R5, intégreront les batteries produites. Renault vise la construction de 400 000 VE par an avec le pôle « ElectriCity ». Il s'agit de la deuxième usine géante de batteries implantée en France, après celle d'Automotive Cells Company (ACC, coentreprise Stellantis-Total), située à Douvrin dans le Pas-de-Calais et qui vise une production de 28 GWh et 2 000 employés en 2030.

Fondé en 2007 par Lei Zhang, Envision est spécialisé dans la conception, la production et la commercialisation de turbines éoliennes terrestres, de logiciels de gestion de production éolienne et de services techniques de maintenance. Il figure parmi les dix premiers constructeurs de turbines. Ses activités se diversifient dans les secteurs de stockage et de solutions de rechargement de batteries pour VE. L'acquisition en 2018 d'Automotive Energy Supply Corporation (AESC), filiale de Nissan consacrée aux accumulateurs pour VE, lui permet de gagner des parts de marché dans la fabrication de batteries. Envision possède trois usines au Japon, aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne.

Semi-conducteurs : les puces Kunlun de Baidu sont désormais gérées par une filiale indépendante

L'unité interne de conception de puces pour l'intelligence artificielle (IA) de Baidu, Kunlun, est [devenue une entité indépendante](#), nommée Kunlun Core (Beijing) Technology Co. et dont le CEO est Ouyang Jian. Outre la conception, Baidu dispose depuis 2019 d'une coentreprise avec Samsung pour la fonderie des puces Kunlun en 14 nm.

En mars 2021, 2 Mds USD (1,7 Md EUR) de fonds avaient été levés, permettant à Baidu de créer cette entité indépendante. Les circuits intégrés Kunlun sont principalement utilisés dans les véhicules électriques (VE) intelligents de Baidu (*via* Jidu Auto, sa [coentreprise avec Geely](#), que Baidu détient à 55%), mais aussi dans les technologies de *cloud computing*. L'unité Kunlun a été créée en 2011, et les premières puces ont été produites début 2020. Baidu a en outre indiqué que la production d'une [seconde génération de puces Kunlun](#) (Kunlun 2) devrait démarrer au S2-2021.

Innovation: le Conseil des Affaires d'Etat appelle au renforcement de la culture scientifique

Le 25 juin, le Conseil des Affaires d'Etat a publié le plan d'action d'une [campagne nationale pour la culture scientifique](#) (印发全民科学素质行动规划纲要) (2021-2035). Selon le plan, la culture scientifique réfère à « la capacité de défendre l'esprit de la science, de développer la pensée scientifique, de maîtriser les méthodes scientifiques de base, de comprendre les connaissances scientifiques et technologiques essentielles, ainsi que de disposer de la capacité à analyser et juger les affaires et à résoudre des problèmes pratiques »¹. Selon le Conseil des Affaires d'Etat, ce taux de « culture scientifique » atteindrait 10,56% de la population en 2020. Le plan fixe ainsi l'objectif de porter cette part à 15% de la population d'ici 2025, puis à 25% d'ici 2035, en préconisant notamment d'améliorer l'éducation scientifique dès l'école primaire et de former les enseignants. Pour mémoire, le renforcement de la culture scientifique était déjà un [objectif énoncé](#) par le Président Xi Jinping en 2018.

Téléphonie : Huawei et ZTE présentes au salon mondial du mobile... bien que Huawei n'y expose plus de smartphone

Du 28 juin au 1^{er} juillet s'est tenu en Espagne le Mobile World Congress, salon mondial dédié au mobile. Alors que, dans un contexte de pandémie, la participation reste modeste (pas de pavillon de Nokia ni d'Ericsson ; participation de Samsung en virtuel), la présence de Huawei et ZTE soulignent l'importance continue qu'accordent ces équipementiers au marché européen, alors que Huawei reste formellement exclu de certains marchés du continent européen (Royaume-Uni, Suède). A noter que le pavillon de Huawei était destiné en premier lieu aux professionnels des télécommunications, et que la marque n'a pas présenté de modèles de terminaux mobiles – ce qui est habituellement le cas à ce salon.

Retour au sommaire ([ici](#))

¹ « 公民具备科学素质是指崇尚科学精神，树立科学思想，掌握基本科学方法，了解必要科技知识，并具有应用其分析判断事物和解决实际问题的能力 ».

Développement durable, énergie et transports

Infrastructures aéroportuaires : mise en service du nouvel aéroport international de Chengdu Tianfu

[L'aéroport international de Tianfu a vu son premier vol régulier décoller le dimanche 27 juin](#), faisant de Chengdu la 3^{ème} ville de Chine, après Shanghai et Pékin, à disposer de deux aéroports internationaux (l'actuel aéroport de Chengu Shuangliu a accueilli en 2019 près de 56 millions de passagers). Tianfu compte [selon la presse](#) une capacité de transit annuelle de 60 millions de passagers et une capacité de fret de 1,3 millions de tonnes de cargo. Une seconde phase est prévue, pouvant porter cette capacité de 90 à 120 millions de passagers, selon les sources. Trois pistes seront opérationnelles en phase initiale, qui seront complétées par trois autres à plein potentiel. Les deux terminaux construits en phase 1 couvrent une surface de 600 000 m² et accueillent 83 espaces de stationnement pour avions. L'aéroport de Chengdu Tianfu récupérera l'intégralité du trafic passager international de l'aéroport existant (Shuangliu). Il assumera progressivement le trafic national, par étapes successives sur quatre saisons, soit deux ans. Huit compagnies sont actives dès à présent (dont Air China qui va y baser ses opérations et services de maintenance), proposant 271 vols par jour, puis 579 vols quotidiens à partir d'octobre 2021, et 1 138 d'ici octobre 2022.

Tianfu est distant de plus de 50 km du centre-ville de Chengdu, contre 16 km pour Shuangliu, mais est supposé compenser ce désavantage en s'appuyant sur une connectivité renforcée, raccordé à la ligne de métro 18, qui sera parcourue à une vitesse maximale de 140 km/h (complétée en 2023 par la ligne 19) et trois axes autoroutiers. Si la ville de Chengdu sera desservie de façon moins directe qu'avec Shuangliu, l'aéroport de Tianfu présente l'importante particularité de se situer au sud-est de la ville, plus particulièrement dans la direction de Chongqing, avec laquelle Chengdu est supposée constituer le « Cercle économique dual Chengdu-Chongqing », priorité de développement régional.

L'expertise aéroportuaire française est présente pour ce nouvel aéroport, puisque le [design de celui-ci a été réalisé par la société Aéroports de Paris Ingénierie](#) au côté de son partenaire local, l'Institut de design architectural de Chine du sud-ouest (CSWADI). En outre, le 10 juin, [Alstom rendait public l'obtention d'un contrat en joint-venture pour l'exploitation et la maintenance du système de transport de personnes automatisé au sein de l'aéroport Tianfu](#), entre les terminaux 1 et 2, le premier succès d'Alstom dans un aéroport chinois pour des opérations de ce type. Ce contrat vient en complément du contrat d'équipement du matériel roulant et des équipements périphériques, remporté fin 2018.

La mise en service de Chengdu Tianfu s'inscrit dans les objectifs du gouvernement central de construire 30 nouvelles infrastructures aéroportuaires au cours du 14^{ème} plan quinquennal 2021-2025, en plus des 244 aéroports certifiés à ce jour, comme l'[a annoncé](#) en mars dernier l'Administration de l'Aviation Civile de Chine (CAAC), prévoyant un volume de 2 milliards de passagers à la fin du plan. Parmi les projets avancés, on peut citer les nouveaux aéroports internationaux de [Qingdao Jiadong](#) (des vols de tests ont débuté en janvier dernier) ou de [Xiamen Xiang'an](#) (qui pourrait être mis en service avant la fin du 14^{ème} plan), sans oublier les projets d'extension, comme l'approbation récente par la CAAC du plan directeur pour le second terminal de l'aéroport de [Kunming Changshui](#). La densification du maillage aéroportuaire chinois s'intègre à la « Vision 2035 » pour les infrastructures de transport, qui table sur l'ouverture de [400 aéroports d'ici 2035](#), soit une croissance conséquente de près de plus de 150 aéroports par rapport à aujourd'hui, avec une mise en service d'ici moins de 15 ans d'une dizaine d'aéroports en Chine chaque année en moyenne.

Marché carbone : malgré le report de son ouverture à une date indéfinie, le marché national du carbone chinois prévoit déjà son extension à huit secteurs au total d'ici 2025

Le marché national du carbone chinois devait initialement être opérationnel à la fin du mois de juin, mais la date exacte de son ouverture n'est toujours pas connue. A ce jour, aucune explication officielle n'a été donnée pour expliquer ce retard. Pour rappel, la date limite de fin juin [avait été fixée](#) par M. Huang Runqiu, ministre de l'Écologie et de l'Environnement, en février dernier, après ses visites au *Hubei Emission Exchange* et au *Shanghai Environment and Energy Exchange* (SEEE), deux établissements chargés du développement du système national d'échange de quotas d'émissions.

Malgré le report, les autorités chinoises ont néanmoins déjà prévu une extension des secteurs couverts par le marché national du carbone. Si le marché est actuellement limité au secteur de la production d'électricité, il devrait s'étendre pour couvrir sept autres secteurs d'ici 2025 (pétrochimie, chimie, matériaux de construction, sidérurgie, métallurgie des métaux non ferreux, papeterie et aviation civile). M. Zhang Xiliang, professeur de l'Université de Tsinghua et chef du groupe d'experts sur la conception du système national d'échanges de quotas d'émissions de carbone, estime notamment que « les industries du ciment et de l'aluminium par électrolyse seront certainement incluses dès l'année prochaine ».

Ainsi, le MEE a [demandé](#) récemment à la Fédération de l'industrie pétrolière et chimique de Chine (CPCIF) de mener des travaux préparatoires en vue de l'inclusion prochaine des entreprises du secteur dans le marché. La fédération doit notamment établir et mettre à jour le plan sectoriel d'allocation de quotas, suivre de près le plan d'émissions de GES du secteur ainsi que sa comptabilité et organiser des tests préalables pour certaines entreprises. De même, l'Association chinoise du fer et de l'acier a annoncé le 29 juin qu'elle prévoyait de lancer un appel à contribution pour établir des normes d'émissions de carbone spécialement destinées à l'industrie sidérurgique, suite à une autre [commande](#) du MEE à propos de l'inclusion du secteur du fer et de l'acier dans le marché national.

Energie: la NEA souhaite interdire la réutilisation des batteries usagées de véhicules électriques dans les nouveaux grands projets de stockage d'énergie

L'Administration Nationale de l'Énergie a publié la semaine dernière un [projet de réglementation](#) concernant les nouveaux projets de stockage d'énergie. Le document, ouvert à la consultation publique jusqu'au 22 juillet, prévoit d'interdire « en principe » la réutilisation de batteries de véhicules électriques (VE) en fin de vie pour les nouveaux projets de stockage d'énergie « à grande échelle », tant que des « percées clés » n'auront pas été réalisées dans les technologies de gestion et de surveillance des batteries. A noter que la signification de ce critère de taille pour les projets concernés n'est pas spécifiée. Pour les unités de stockage déjà existantes utilisant des batteries de seconde main, il est demandé d'évaluer régulièrement les performances des batteries et de renforcer les procédures de contrôle.

Ces nouvelles mesures font suite à plusieurs accidents mortels survenus cette année – l'un en janvier dans une [usine de recyclage de batteries](#) du groupe CATL, l'autre en avril dans une [station de batteries](#) à Pékin – et qui ont conduit les autorités à renforcer la sécurité dans ce secteur. Selon un [responsable de State Grid](#), les problèmes de sécurité résultent notamment d'un manque de standardisation des batteries de VE arrivées en fin de vie et d'informations incomplètes sur les caractéristiques de celles-ci.

Plus grand marché de VE au monde, la Chine espère trouver une solution viable pour les batteries usagées. Alors que [200 000 tonnes](#) de batteries de VE sont déjà arrivées en fin de vie en 2020, 780 000 tonnes sont attendues pour 2025. Cependant, l'impact du nouveau projet de réglementation de la NEA, si elle est mise en place, pourrait être relativement limité. En effet les batteries de VE sont en pratique principalement réutilisées dans des stations de stockage de petite taille, dans les stations de télécommunications, les véhicules électriques à basse vitesse (en général <70km/h), les chariots élévateurs électriques, etc. plutôt que dans des unités de stockage à grande échelle.

Energie : un programme pilote de déploiement de panneaux solaires sur les toitures des bâtiments à l'échelle des comtés laisse envisager un potentiel de croissance considérable pour le secteur du PV distribué

L'Administration Nationale de l'Energie (NEA) prévoit de lancer un [projet « pilote »](#) pour promouvoir la production d'énergie solaire sur les toitures dans les comtés, les villes et les districts. Une proposition prévoit que dans le cadre de ce programme, les panneaux photovoltaïques (PV) devront couvrir au moins la moitié du toit des bâtiments gouvernementaux et au moins 40 % du toit des installations publiques (hôpitaux, écoles...). Ce seuil est fixé à 30% pour les bâtiments industriels et commerciaux et à 20% pour les maisons résidentielles rurales. A ce jour, [15 provinces](#) ont déjà publié un avis pour mettre en place ce programme pilote et sélectionner les comtés éligibles.

Selon les données du Bureau National des Statistiques et les estimations de l'Académie chinoise de recherche sur le bâtiment, la superficie actuelle des bâtiments en Chine est d'environ 80 Mds de m², tandis que 100 millions de m² de toitures légères sont ajoutées chaque année, constituant un potentiel significatif pour le PV distribué. Le déploiement à grande échelle des installations PV intégrées au bâti (BIPV) pourrait ainsi constituer un marché de près de [1000 Mds RMB](#) (130 Mds EUR). Rien que pour les 1,6 millions d'institutions publiques du pays, l'installation de 100 kW de capacités de PV distribué sur chacune d'entre elles permettrait d'atteindre une capacité totale de production renouvelable de [1,6 GW](#).

Biodiversité : La Chine annonce la reconduction du moratoire sur la pêche au calamar en haute mer pour préserver la ressource halieutique.

Le Ministre de l'agriculture et des affaires rurales a annoncé la mise en place d'un moratoire sur la pêche au calamar en haute mer, pour préserver les ressources. En effet, la Chine serait responsable de 70% des prises de calmars dans le monde. Les navires chinois seront interdits de pêcher le calamar du 1er juillet au 30 septembre dans le sud-ouest de l'océan Atlantique et du 1^{er} octobre au 30 novembre dans l'est de l'océan Pacifique (cf. cartes).



Zone atlantique entre 32°S-44°S et 48 W-60°W
(est de l'argentine)
moratoire de juillet à septembre



Zone pacifique entre 5°N-5°S et 110 W-95°W
(ouest des îles Galapagos)
moratoire d'octobre à novembre

Un moratoire similaire avait été pris pour la première fois l'année dernière sur les mêmes périodes et les mêmes zones. L'interdiction avait alors concerné plus de 70 entreprises de pêche hauturière représentant plus de 600 navires de pêche ou auxiliaires. Une étude conduite par la *Shanghai Ocean University* et par la *China Ocean Fisheries association* a depuis montré une amélioration de la ressource en calamar sur les quatre premiers mois de l'année 2021 comparativement à ceux de 2020 sur les deux zones.

Comme l'année dernière, ce moratoire intervient dans un contexte de tensions sur les pêches chinoises. En septembre 2020, l'ONG Oceana avait dénoncé la présence de plus de 300 navires chinois à proximité de la réserve marine des îles Galapagos, classée au patrimoine mondial de l'Unesco.

Retour au sommaire ([ici](#))

Actualités régionales

Wuhan : Huawei construit sa première fonderie de semi-conducteurs.

Selon des informations d'abord rapportées par le journal *Digitimes* mais encore non confirmées par Huawei, le groupe de Shenzhen aurait entamé à Wuhan la construction d'une fonderie dans le but de produire certains des semiconducteurs nécessaires à sa filiale HiSilicon. Pour mémoire, Huawei figurant sur la liste des entités du département du Commerce américain, la plupart des entreprises étrangères doivent obtenir une licence pour la vente de certains composants. Ce projet ferait l'objet d'un investissement de 1,9 Mds CNY (293 M USD). La production de puces pour smartphones et objets connectés doit s'effectuer par étapes à partir de 2022, bien que peu de détails n'aient à ce stade été rendu publics sur le type de circuits intégrés que l'entreprise sera à même de mettre au point. Huawei dispose déjà à Wuhan d'un centre R&D situé dans la zone de développement de la Vallée optique qui emploie 10 000 personnes et est principalement dédié aux activités de recherche sur les équipements de communication optique et les puces de HiSilicon.

Retour au sommaire ([ici](#))

Hong Kong et Macao

Hong Kong

Investissements directs, publication du rapport de la CNUCED : selon le rapport sur l'Investissement dans le monde de la CNUCED publié le 21 juin, Hong Kong a reçu 119 Mds USD d'IDE en 2020 (+62%), au 3^{ème} rang mondial derrière les Etats-Unis et la Chine après avoir été 5^{ème} en 2019.

Les ventes de détail progressent de 10,4% en g.a. en mai : les ventes de détail ont progressé en valeur de +10,4% en mai, en glissement annuel, après +12,1% en avril. Au cours des cinq premiers mois de l'année, les ventes ont progressé de +8,9% en glissement annuel. Elles progressent de 1,1% comparé au mois précédent. Par produits, les ventes de bijoux, montres ont augmenté de +54,8% en mai en glissement annuel ainsi que celles de prêt à porter (+12,6%), de produits d'alimentation et alcools, tabac (+0,5%), mobilier (+2,4%), chaussures et accessoires (+9,4%).

Les ventes des supermarchés ont diminué de -3,5% (après -12,6% en avril), ainsi que celles des grands magasins (-6,2% après -22,2% en avril). La part des ventes en ligne continue en revanche de progresser, de +53,1%, et représentent désormais 7,4% du total (+53,1%) avec 2,2 Mds USD.

4^{ème} anniversaire du Bond Connect le 2 juillet : organisé le 2 juillet à Hong Kong, l'événement a été l'occasion de nombreuses présentations sur la connexion obligatoire ouverte entre la Chine et Hong Kong en 2018 dans le sens Hong Kong – Chine. 2650 investisseurs de 34 juridictions sont enregistrés sur la plateforme à fin juin, et elle a enregistré des flux de 641,1 Mds RMB, après 505,9 Mds RMB en mai. Parmi les interventions, plusieurs pistes d'améliorations ont été proposées par les utilisateurs du connect : améliorer la dématérialisation des procédures, la transparence et les informations disponibles sur les obligations couvertes par le Connect, élargir le champ des obligations couvertes. Parmi les limites, sont revenues à plusieurs reprises la barrière du langage avec l'insuffisance d'informations disponibles en anglais, et les différences entre le système de rating chinois et le système international qui affectait en particulier les investissements dans les obligations vertes. L'annonce de l'ouverture du canal dans le sens Chine - Hong Kong (*South Bound*) est attendue prochainement.

Classements internationaux, Mercer : Hong Kong recule au 2^{ème} rang des villes les plus chères au monde pour les expatriés selon le dernier rapport publié par Mercer. Ashgabat, la capitale du Turkménistan, passe en 1^{ère} position.

Macao

Casinos : les revenus des casinos ont chuté en juin de -37,4%

La reprise à Macao s'est ralentie en juin avec des revenus en baisse de -37,4% en juin par rapport à mai à 817,2 M USD, le niveau le plus bas depuis janvier 2021, en raison de la reprise de l'épidémie de COVID-19 dans la province de Guangdong fin mai avec une quarantaine obligatoire de 14 jours imposée de nouveau aux visiteurs chinois en provenance des régions à haut risque.

Commerce extérieur : les importations de Macao ont augmenté de +142,7% au cours des 5 mois 2021

Au cours des cinq premiers mois de l'année, les importations macanaises ont augmenté de +142,7% à 7,4 Mds USD : celles en provenance de Chine continentale ont progressé de +119,9% (à 2,48 Md USD) et celles venant de l'UE de +184,2% (à 2,31 Md USD). Les importations macanaises de France progressent, selon les douanes locales, de +319% à 1,2 Md USD au cours de ces 5 mois. La France représente 16,3% des importations totales de Macao et est le 2^{ème} fournisseur après la Chine, devant l'Italie et la Suisse.

En mai, les importations macanaises ont augmenté de +267,6% en g.a. à 1,96 Md USD, tirées par les achats de téléphones portables, bijoux en or, montres et produits cosmétiques.

Les exportations restent mineures, mais ont augmenté de +29,9 % à 690 M USD au cours des 5 mois 2021 en particulier vers Hong Kong (+37,1% à 490 M USD) et les États-Unis (+57,1% à 33,4 M USD).

Retour au sommaire ([ici](#))

Taiwan

Dette américaine : les États-Unis restent le premier débiteur de Taïwan au T1

Selon les statistiques de la CBC, [l'exposition de Taïwan à la dette américaine fin mars s'élevait à 101,52 Mds USD, en progression de 4,2% par rapport à décembre 2020](#). Les États-Unis restent le premier débiteur de Taïwan depuis 23 trimestres consécutifs. La Chine est en deuxième position avec un montant de 52,97 Mds USD (-0,4%), suivie du Luxembourg (43 Mds USD; +0,0%), de Hong Kong (34 Mds USD; -1,8%), du Japon (32 Mds USD; -11,2%), de l'Australie (26 Mds USD; -2,8%), des îles Caïmans (19 Mds USD; +1,1%), de Singapour (15 Mds USD; +5,6%), du Royaume-Uni (14 Mds USD; -3,5%) et de la Corée du Sud (12 Mds USD; -0,0%). Ces dix premiers débiteurs représentent 73,16% de l'exposition taïwanaise qui a atteint 481,8 Mds USD (-0,47% par rapport au T4 2020).

Indice de compétitivité : Taïwan au 8ème rang du classement 2021 de l'IMD

Dans la dernière édition du classement de l'Institute for Management Development (IMD), [Taïwan se hisse à la huitième place en matière de compétitivité](#), son meilleur résultat depuis 2013. En gagnant 3 places par rapport à l'année précédente, Taïwan se place derrière la Suisse, la Suède, le Danemark, les Pays-Bas, Singapour, la Norvège et Hong Kong. Parmi les pays d'Asie-Pacifique, l'île dépasse la Chine (16ème), la Nouvelle-Zélande (20ème), l'Australie (22ème), la Corée du Sud (23ème), la Malaisie (25ème), la Thaïlande (28ème) et le Japon (31ème). Taïwan a connu des améliorations pour les quatre critères de ce classement : performance économique (6ème place), efficacité commerciale (7ème), efficacité du gouvernement (8ème) et infrastructures (14ème).

Croissance économique : 10 propositions pour un modèle de croissance plus équilibré

A l'occasion de son quarantième anniversaire le [Magazine Commonwealth](#) dresse un panorama de 10 propositions émises par 13 personnalités taïwanaises de renom (anciens ministres, professeurs, chercheurs, syndicalistes, politiques, représentants d'associations caritatives....) pour permettre à Taïwan d'évoluer vers un modèle économique plus équilibré, basé sur le progrès économique, la qualité de vie et le développement durable. Alors que Taïwan pourrait atteindre cette année son objectif d'un PIB/tête de 30000 USD, cette réflexion propose de nouveaux modes de consommation et des services de meilleure qualité. Il s'agit en particulier : d'inciter les entreprises à mieux partager les bénéfices avec leurs employés, en soulignant à terme les effets sur la performance ; de promouvoir un système d'Etat providence en bénéficiant de l'innovation des grands groupes ; de repenser le logement comme un bien partagé et non plus comme un outil spéculatif ; de développer les bonnes pratiques environnementales ; de mieux défendre les droits des femmes et de la jeunesse ; de renforcer l'engagement civique et de reconstruire la confiance dans les institutions ; de renforcer l'éducation gratuite et de développer les formes éducatives alternatives ; de repenser l'urbanisme et de retisser le lien social avec les régions ; de s'intéresser à la santé, à l'heure où la société taïwanaise devient super âgée et aussi à la santé mentale et enfin de repenser la durée hebdomadaire du travail et la politique des bas salaires.

Industrie : la production industrielle taïwanaise enregistre une nouvelle hausse en mai

Selon le ministère de l'économie (MOEA), [la production industrielle a augmenté de 16,51% en mai, en glissement annuel](#), soit la 16ème augmentation mensuelle consécutive. Largement dépendante du secteur manufacturier (+17,28%) qui représente près de 92% de la production industrielle, cette augmentation résulte principalement des industries électronique (+14,71%), chimique (+22,03%) et des composants optiques (+10,14%). Dans le secteur des composants électroniques, la production des semi-conducteurs et celle des écrans LCD progressent respectivement de 12,59% et 21,75%, en raison d'une demande externe toujours très soutenue. Les secteurs des industries classiques tels que les produits métallurgiques, les machines et les pièces automobiles, augmentent également de +24,22%, +32,42% et +49,81% respectivement. Sur les cinq premiers mois de l'année, la production industrielle augmente de 13,76%.

Eolien offshore : entretien avec la ministre de l'économie sur la phase 3 du programme taïwanais

Le bureau économique et commercial européen à Taipei (EETO) a organisé, le 24 juin, une rencontre avec la ministre de l'économie taïwanaise, Mme Wang Mei Hua, pour lui faire part de ses recommandations concernant la mise en œuvre de la phase 3 du programme éolien offshore (2026 – 2035). Les représentants des Etats Membres représentés (Danemark, Belgique, France, Allemagne, Espagne) ont appelé l'attention de la ministre sur la nécessité de faire preuve de souplesse et de transparence dans la mise en œuvre des futurs projets. Les développeurs européens ont besoin de temps pour réorganiser leur chaîne de valeur. Les phases I et II de ce programme avaient montré les difficultés que pouvaient représenter les exigences taïwanaises en matière de localisation. Les mesures sanitaires adoptées par le CECC s'étaient avérées très contraignantes pour les équipages travaillant sur les navires. Certains développeurs avaient dû trouver des solutions palliatives au Japon ou en Corée du Sud qui s'étaient avérées très coûteuses et compliquées à mettre en œuvre. Les EM ont demandé de ne pas limiter à 500 MW la capacité des projets afin d'être en mesure de réaliser des économies d'échelle. Le ministre a indiqué que la politique de mise en œuvre de cette 3^{ème} phase devrait être annoncée en juillet. A la différence des deux précédentes elle devrait permettre l'introduction des technologies de l'éolien flottant sur la base d'un projet pilote qui permettra d'en définir le cadre réglementaire.

5G : les ventes de téléphones portables augmentent au T1 grâce à l'arrivée des services 5G

Selon International Data Corp (IDC), [les ventes de téléphones portables ont augmenté au T1 de 2,7% à 1,38 M d'unités](#), tirées notamment par la demande de services 5G lancés à Taiwan depuis mi-2020. L'iPhone arrive en tête (+22,4%) avec près de 41% de parts de marché, suivi de Samsung (26,5%) puis des marques chinoises Oppo, Vivo et Xiaomi avec respectivement 8% ; 6,9% et 6,2% de parts de marché. Les opérateurs CHT, Taiwan Mobile et Far Eastern revendiquent en moyenne entre 1 M et 800 000 abonnés à la 5G. Taiwan Mobile (groupe Fubon) qui vise un taux de pénétration de 20% d'ici la fin 2021 (actuellement à 14% avec plus de 6 000 stations de relai 5G installées) propose des abonnements téléphoniques d'une durée plus longue (4 ans au lieu de 3 pour la 4G).

Mongolie

Finances publiques : la dette extérieure totale atteint 32,4 Mds USD

La Banque de Mongolie a indiqué que la [dette extérieure totale du pays a atteint 32,4 Mds USD au premier trimestre 2021](#), en augmentation de près de 2 Mds USD par rapport au premier trimestre 2020. La dette publique extérieure totale a quant à elle diminué de 203 MUSD pour atteindre 8,4 Mds USD. Si la part de la dette publique a chuté à 62,3 % du PIB fin 2020, le gouvernement s'est fixé pour objectif de réduire cette dernière à 44,1 du PIB % en 2021 et 39,1 % en 2022.

Refinancement de la dette publique : le gouvernement de Mongolie va émettre de nouvelles obligations

Le gouvernement de la Mongolie a approuvé [l'émission d'une obligation de 1 Md USD pour refinancer une partie de l'obligation Chinggis, qui arrive à échéance en 2022](#) avec un taux d'intérêt nominal de 5,125 %, et de l'obligation Gerege, qui arrive à échéance en 2023 avec un taux d'intérêt nominal de 5,625 %. L'obligation sera émise en deux phases. Dans un premier temps, une obligation de 500 MUSD sera émise pour six ans, avec un taux d'intérêt nominal de 3,75 %. L'obligation suivante, d'un montant elle aussi de 500 MUSD, arrivera à échéance dans 10 ans, et le taux d'intérêt nominal sera fixé à 4,7 %. Ces dernières années, le gouvernement a pris des mesures pour réduire le fardeau de la dette de l'État en remplaçant les obligations à fort taux d'intérêt par des obligations à faible taux d'intérêt.

[Fitch Ratings rapporte que la valeur de la nouvelle obligation en USD offerte par le gouvernement de la Mongolie a été fixée à "B"](#). Le produit de cette obligation pourrait être utilisé pour refinancer certaines des autres obligations dont l'échéance est prévue en 2022 et 2023, ainsi que pour proposer des offres aux investisseurs qui possèdent déjà des obligations d'Etat. Fitch évalue la note de crédit de la Mongolie à "B" avec une perspective stable. L'absence de progrès dans la réduction du déficit budgétaire, l'instabilité politique qui pourrait avoir un impact sur d'importants projets miniers, et la perturbation des investissements directs étrangers sont parmi les facteurs qui contribuent à la dégradation de la note, a déclaré l'agence dans un communiqué de presse. Au premier trimestre de l'année, la dette extérieure du gouvernement a atteint 8,4 milliards USD, soit une augmentation de 1,1 milliard USD par rapport à l'année précédente.

Banque centrale : les réserves en devises étrangères atteignent un nouveau record et s'établissent à 4,9 Mds USD

La Banque de Mongolie a indiqué que [les réserves officielles de devises étrangères ont atteint le chiffre record de 4,9 Mds USD en avril 2021](#), soit une augmentation de 2,45 % en glissement mensuel et de 27,2 % en glissement annuel. La Banque de Mongolie souligne qu'une croissance aussi rapide affectera la stabilité du taux de change du MNT ainsi que la stabilité et la croissance de la notation du crédit souverain. L'agence de notation Fitch a pour le moment maintenue la note de crédit de la Mongolie à "B" et a conservé une perspective "stable".

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Jean-Marc Fenet
Rédacteurs : Lennig Chalmel, Zilan Huang, Yang Jingxia, Florent Geelhand de Merxem, Furui Ren, Kimberley Le Pape, Camille Paillard, Dominique Grass, Li Wei, Pascal Millard, Florian Surre, Odile Huang, Hugo Debroye, Charlotte Lau, Chen Cheng, Max Chang, Haowei Hu

Revu par : David Karmouni, Antoine Moisson, Orhan Chiali, Valérie Liang-Champrenault, Alain Berder, François Lemal

Pour s'abonner : florent.geelhanddemerxem@dgtresor.gouv.fr